

BANQUE ALIMENTAIRE DES COTES D'ARMOR

Association régie par la loi 1901

126 rue de l'Aérodrome

22300 LANNION

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Ce rapport contient 16 pages

accueil@sorecor.com

5 COTE DU REST
22300 LANNION CEDEX

333 ROUTE DE PLEUMEUR BODOU
22700 PERROS GUIREC

T. 02 96 46 34 34

T. 02 96 91 09 58

SAS au capital de 81160€

SIRET 301 943 171 00076

APE 6920Z

Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région BRETAGNE
Société de Commissaires aux Comptes Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique

A l'assemblée générale de l'association Banque Alimentaire des Côtes d'Armor,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Banque Alimentaire des Côtes d'Armor relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de dissoudre l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances

susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LANNION, le 20 mai 2025

SAS SORECOR

Commissaire aux Comptes



Fabien SICARD

État préparatoire au Bilan Actif

État exprimé en €		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024			Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
Frais d'établissement (I)					
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations Incorporelles :				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	Immobilisations Corporelles :				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	89 309,52	37 490,58	51 818,94	25 938,04
	Autres immobilisations corporelles	469 471,62	286 850,98	182 620,64	177 397,68
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
	Immobilisations Financières :				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 000,00		2 000,00	2 000,00
Total de l'actif immobilisé (II)		560 781,14	324 341,56	236 439,58	205 335,72
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours :				
	Stocks et en-cours				
	Créances :				
	Créances adhérents, usagers et cpt. rattachés	135 197,00		135 197,00	121 904,57
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	44 807,89		44 807,89	39 459,00
	Charges constatées d'avance				
	Valeurs mobilières de placement	50 520,00		50 520,00	50 520,00
	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	331 993,25		331 993,25	277 380,02
Total de l'actif circulant (III)		562 518,14		562 518,14	489 263,59
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		1 123 299,28	324 341,56	798 957,72	694 599,31

État préparatoire au Bilan Passif

État exprimé en €

Du 01/01/2024
Au 31/12/2024Du 01/01/2023
Au 31/12/2023

FONDS PROPRES	Fonds propres :			
	Fonds propres sans droit de reprise			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Fonds propres avec droit de reprise			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Écarts de réévaluation			
	Réserves :			
	Réserves statutaires ou contractuelles	292 762,43		292 762,43
	Réserves pour projet de l'entité	111 652,91		
	Autres			
	Report à nouveau			78 245,23
	Excédent ou déficit de l'exercice	18 661,78		33 407,68
	Situation nette (sous total)	423 077,12		404 415,34
	Fonds propres consommables			
	Subventions d'investissement	196 213,09		176 300,21
	Provisions réglementées			
	Total des fonds propres (I)	619 290,21		580 715,55
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations			
	Fonds dédiés	132 330,02		78 651,41
	Total des fonds reportés et dédiés (II)	132 330,02		78 651,41
PROVISIONS	Provisions pour risques			
	Provisions pour charges			
	Total des provisions (III)			
DETTES	Emprunts obligataires et assimilés			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
	Emprunts et dettes financières diverses			
	Instruments financiers à termes			
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	33 212,49		21 562,34
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales	14 125,00		13 670,01
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes			
	Produits constatés d'avance			
	Total des dettes (IV)	47 337,49		35 232,35
	Écarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
	TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	798 957,72		694 599,31

SAS SORECOR

Commissaire aux Comptes

COMPTE DE RESULTAT	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	141 782,03	123 097,48
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	243 833,53	244 557,47
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	118 317,19	108 659,22
Mécénats	7 500,00	
Legs, donations et assurances-vie		
Contribution financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	6 192,52	5 971,13
Utilisations des fonds dédiés	76 413,41	8 953,00
Autres produits	124,65	148,39
Total I	594 163,33	491 386,69
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	61 484,95	59 325,53
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	286 396,71	233 973,03
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	3 759,82	4 607,27
Salaires et traitements	77 050,22	66 135,43
Charges sociales	15 180,34	12 895,69
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	56 535,21	46 802,29
Dotations aux provisions		
Report en fonds dédiés	130 092,02	76 413,41
Autres charges	40,98	1 336,20
Total II	630 540,25	501 488,85
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-36 376,92	-10 102,16
PRODUITS FINANCIERS :		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	5 295,58	4 171,70
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		
Total III	5 295,58	4 171,70
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements		
Total IV	0,00	0,00
2. RESULTATS FINANCIER (III - IV)	5 295,58	4 171,70

COMPTE DE RESULTAT	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)	-31 081,34	-5 930,46
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	49 743,12	39 344,14
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	49 743,12	39 344,14
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		6,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	0,00	6,00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	49 743,12	39 338,14
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	649 202,03	534 902,53
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	630 540,25	501 494,85
EXCEDENT OU DEFICIT	18 661,78	33 407,68
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	3 511 515,41	3 180 927,68
Prestations en nature		105 323,69
Bénévolat	882 601,00	835 629,00
TOTAL	4 394 116,41	4 121 880,37
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	3 511 515,41	2 981 283,25
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		199 644,43
Personnel bénévole	882 601,00	940 952,69
TOTAL	4 394 116,41	4 121 880,37

SAS SORECOR

Commissaire aux Comptes

COMPTES ANNUELS AU 31/12/2024**ANNEXE**

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 798 958 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 594 163 Euros et dégageant un excédent de 18 662 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024. Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social de l'entité :

Il a été fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une Association d'Intérêt Général régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour dénomination :

BANQUE ALIMENTAIRE des Côtes d'Armor (en abrégé : BA22).

Se référant aux valeurs de la Charte des Banques Alimentaires et du Projet Associatif du Réseau des BA, elle a pour objet, dans une démarche de solidarité, d'apporter une aide alimentaire aux personnes les plus démunies en partenariat avec des Associations et Organismes Sociaux. Cette aide vise à promouvoir une alimentation de qualité et créatrice de lien, facteur de retour à une vie normale pour ces personnes.

Pour réaliser ce projet, la BA22 :

- Adhère à la FFBA, dont elle s'engage à respecter les statuts et les dispositions de son Règlement Intérieur,
- Prospecte et collecte des produits alimentaires, sans acheter, en luttant contre le gaspillage,
- Organise chaque année une collecte dite « nationale » en mobilisant les associations partenaires et des bénévoles occasionnels,
- Privilégie les denrées permettant une alimentation diversifiée, équilibrée et régulière,
- Les transporte et les distribue, avec le souci du partage, dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaire,
- S'investit pour être reconnue en tant qu'acteur local de lutte contre l'exclusion, se dote des ressources et compétences nécessaires en faisant essentiellement appel au bénévolat, et développe les savoir-faire par des programmes de sensibilisation et de formation,
- Collabore avec les autres BA au sein d'une Organisation Régionale du Réseau (ORR) pour optimiser les ressources et échanger les bonnes pratiques.

1. - Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général ANC 2020-01. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. – Immobilisations, amortissements et subventions d'investissement

2.1. Immobilisations et amortissements

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire et sur la base des durées suivantes :

- Matériel et outillage 5 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique 1 à 5 ans
- Mobilier 5 à 10 ans
- Matériel de transport 4 à 5 ans
- Installations, agencements et aménagement 5 à 10 ans

A : Tableau des mouvements des immobilisations

	Début Exercice	Acquisitions	Diminutions	Fin Exercice
Immos incorporelles	0	0	0	0
Immos corporelles	524731	87 639	53 589	558 781
Immos financières	2 000			2 000
TOTAL GENERAL	526 731	87 639	53 589	560 781

B : Tableau des mouvements des amortissements

	Début exercice	Dotations	Sorties de l'actif	Fin exercice
Immos corporelles	321 395	56 535	53 589	324 341
TOTAL GENERAL	321 395	56 535	53 589	324 341

SAS SORECOR

Commissaire aux Comptes

2.2. Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont étalées suivant le rythme d'amortissement des immobilisations financées.

A : Tableau des mouvements des subventions d'investissements

	Début Exercice	Nouvelles subventions	Subventions sorties	Fin Exercice
Subventions équipements	328 912	66 056	0	394 968
TOTAL GENERAL	328 912	66 056	0	394 968

A : Tableau des reprises de subventions d'investissements

	Début exercice	Reprise	Subventions sorties	Fin exercice
Subventions d'investissements inscrites au compte de résultat	152 612	46 143	0	198 755
TOTAL GENERAL	152 612	46 143	0	198 755

3 – Autres créances

Produits à recevoir

SANS OBJET

Charges à payer

Les charges à payer s'élèvent à 9 180 Euros. Ils représentent essentiellement : factures de frais de commissariat aux comptes, de réparation d'un véhicule et d'électricité à venir.

Les charges sociales à payer s'élèvent à 8 490 Euros. Ils représentent essentiellement : congés et charges sur congés à payer,

Produits constatés d'avance

Sans objet

Charges constatées d'avance

Sans objet

4 - Echéances des créances et des dettes

	Montant brut	Echéances	
		- 1 an	+ 1 an
Créances			
Clients	135 197	135 197	
Autres créances	44 808	24 091	20 717
Charges constatées d'avance			
TOTAL	180 005	159 288	20 717
Dettes			
Dettes fournisseurs	33 212	33 212	
Autres dettes	14 125	14 125	
Produits constatées d'avance	0		
TOTAL	47 337	47 337	

SAS SORECOR

Commissaire aux Comptes

5 - Variation des fonds propres

Fonds propres à la clôture de l'exercice précédent :	580 715
Variations de l'exercice :	
Fonds associatif (+ ou -)	
Réserves	
Report à nouveau (+ ou -)	33 408
Résultat de l'exercice (+ ou -)	18 662
Fonds propres à la clôture de l'exercice	423 077
Subventions d'investissements Nets	196 213
TOTAL	619 290

6 - Information sur les montants des concours publics reçues par l'entité par nature de concours et par catégories d'autorités administratives

Subventions d'exploitation reçues de la préfecture des Côtes d'Armor	60 000
Subventions d'exploitation reçues du département des Côtes d'Armor	46 555
Subventions d'exploitation reçues de Lannion Trégor Communauté	15 000
Subventions d'exploitation reçues de la collectivité locale de Saint Brieuc	6 000
Subventions d'exploitations reçues des communes avec contrat pour leur CCAS	6 937
Subventions d'exploitations reçues des communes sans contrat pour leur CCAS	13 933
Subventions reçues de la FEAD	20 964
Subventions d'exploitation du départements des Cotes d'Armor AIDE ETUDIANTS	20 000
Subvention d'exploitation via FBA – CREDIT MUTUEL	10 000
Subvention d'exploitation ARMOR SOLAAL	1 000
Subvention d'exploitation DDETS en place DRIVE	6 000
Subvention d'exploitation CPAM alimentation sport	1 100
Autres Subventions d'exploitation d'entreprises privées	21 469
Subvention d'investissement reçue de SAINT BRIEUC ARMOR AGGLO	3 200
Subvention d'investissement reçue de la société CARGILL	5 000

Subvention d'investissement reçue de la société CARREFOUR	10 000
Subvention d'investissement reçue de la société CARGILL	15 000
Subvention d'investissement reçue de la société WARENGHEM	5 000
Subvention d'investissement reçue de la DDETS 22	10 000
Subvention d'investissement reçue de la société GRDF	10 000

7 – Fonds dédiés

Fond dédié par FRANCE AGRIMER en 2022 pour un montant de 11 191 €, c'est un forfait « mesure d'accompagnement » suite à la loi « EGALIM », une partie de ce fond a été utilisé au 31/12/2024, il reste à utiliser la somme de 2 238 €

Fond dédié en 2023 par FRANCE AGRIMER pour un montant de 8 066,12 €, c'est un forfait « mesure d'accompagnement logistique » suite à la loi « EGALIM », l'utilisation de ce fond n'était pas décidée au 31/12/2024.

Fond dédié par FRANCE AGRIMER en 2024 pour un montant de 11 940,95 €, c'est un forfait « mesure d'accompagnement » suite à la loi « EGALIM », l'utilisation de ce fond n'était pas décidée au 31/12/2024.

Fond dédié pour 2024 par FRANCE AGRIMER pour un montant de 11 940,95 €, c'est un forfait « mesure d'accompagnement logistique » suite à la loi « EGALIM », l'utilisation de ce fond n'était pas décidée au 31/12/2024.

Fond dédié par le DDETS 22 d'un montant de 6 000 € pour la mise en place d'un drive social, l'utilisation de ce fond n'était pas décidée au 31/12/2024,

Fond dédié par le DDETS 22 d'un montant de 60 000 €, perçu tardivement, l'utilisation de ce fond n'était pas décidée au 31/12/2024 ;

Fond dédié par le DDETS 22 d'un montant de 32 144 €, perçut dans le cadre du projet COASALIM, l'utilisation de ce fond n'était pas décidée au 31/12/2024.

Le financeur a confirmé par mail le report sur l'année 2025. Un avenant à la convention de subvention est actuellement en cours de rédaction.

8 - Contributions en nature

Article 431-10 règlement comptable ANC n°2018-06

Dons en nature :

- denrées offertes par des industriels,
- denrées collectées auprès des GSM,
- denrées reçues dans le cadre du FEAD (Europe),
- denrées collectées lors des opérations nationales organisées par la Fédération Nationale des Banques Alimentaires,

Prestations en nature :

- prestations de services offertes par des entreprises
- échanges avec d'autres BA

Bénévolat

- chiffrage des heures de présence des bénévoles
- chiffrage des heures de mécénat d'entreprise

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Ressources	Contribution volontaires en nature		
	Dons en nature	3 511 515,41	3 180 927,68
	Prestations en nature		105 323,69
	Bénévolat	882 601,00	835 629,00
	Total des ressources	4 394 116,41	4 121 880,37
Emplois	Charges des contributions volontaires en nature		
	Secours en nature	3 511 515,41	2 981 283,25
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Prestations en nature		199 644,43
	Personnel bénévole	882 601,00	940 952,69
	Total des emplois	4 394 116,41	4 121 880,37

SAS SORECOR

Commissaire aux Comptes